Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N°177/25 VAC-COM

Arrêt commercial - faillite

Audience publique du premier août deux mille vingt-cinq

Numéro CAL-2025-00592 du rôle

Composition:

Anne MOROCUTTI, conseiller-président,
Laurent LUCAS, conseiller,
Christina LAPLUME, conseiller,
Maté SEBOK, greffier assumé.

E n t r e

la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l., établie et ayant eu son siège social à L-ADRESSE1.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), représentée par son gérant actuellement en fonctions,

appelante aux termes d'un acte de l'huissier de justice Tessy SIELDER de Luxembourg du 8 juillet 2025,

comparant par la société à responsabilité limitée MOLITOR Avocats à la Cour, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), inscrite sur la liste V du Tableau de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO2.), représentée aux fins de la présente procédure par Maître Philippe THIEBAUD, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t

1) Monsieur le Receveur/Préposé du bureau de Recette des Contributions Directes de et à Luxembourg, Monsieur PERSONNE1.), établi et ayant ses bureaux à L-ADRESSE3.),

intimé aux fins du susdit exploit PERSONNE2.),

comparant en personne,

2) Maître Françoise NSAN-NWET, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-ADRESSE4.), en sa qualité de curateur de la faillite de la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l., établie et ayant eu son siège social à L-ADRESSE1.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), ayant été déclarée en état de faillite par jugement du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg du 6 juin 2025,

intimée aux fins du susdit exploit PERSONNE2.),

comparant par elle-même.

LA COUR D'APPEL

Par jugement du 6 juin 2025, le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg a déclaré en état de faillite sur assignation de Monsieur le Receveur-Préposé du Bureau de Recette des Contributions de Luxembourg (ci-après Monsieur le Receveur) la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l. (ci-après SOCIETE2.)). Maître Françoise NSAN-NWET (ci-après la Curatrice) a été nommé curatrice.

Par acte d'huissier de justice du 8 juillet 2025, SOCIETE2.) a régulièrement relevé appel de ce jugement, qui ne lui a pas été signifié.

A l'audience des plaidoiries, elle expose qu'elle a directement payé la créance de l'Administration des contributions directes à hauteur du montant de 66.856,90 euros, seule créance déclarée à son passif, et que les frais et honoraires de la Curatrice ont également été réglés. Elle conclut que les conditions de la faillite ne sont pas données dans son chef et qu'il y a lieu à rabattement de la faillite.

La Curatrice déclare ne pas s'opposer au rabattement de la faillite au vu des paiements intervenus.

Monsieur le Receveur ne s'oppose pas non plus au rabattement de la faillite dans ces conditions.

Appréciation

Suivant l'article 437 du Code de commerce, tout commerçant qui a cessé ses paiements et dont le crédit se trouve ébranlé est en état de faillite.

Au vu du paiement du passif déclaré et des frais et honoraires de la Curatrice, il faut conclure que le non-paiement de la créance ayant donné lieu au prononcé de la faillite était dû à un dysfonctionnement momentané et que la société appelante n'était pas, au moment du prononcé de la faillite, en état de cessation des paiements et d'ébranlement de crédit. Il y a partant lieu de rabattre la faillite.

Les frais et dépens des deux instances restent à charge de l'appelante, étant donné que c'est par sa négligence que la procédure de la faillite a été déclenchée.

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, chambre des vacations, siégeant en matière de faillite, statuant contradictoirement,

reçoit l'appel,

le déclare fondé,

réformant,

dit que la faillite de la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l., prononcée le 6 juin 2025, est rabattue,

condamne la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l. aux frais et dépens des deux instances.